

## MARSEILLE



## Rue d'Aubagne : les habitants imaginent l'avenir

Les résultats d'une contribution citoyenne sur le devenir de la rue et du lieu des effondrements ont été restitués. Et les attentes sont nombreuses **P.7**

## PORTRAIT

## Jane Bouvier aide les plus pauvres à retrouver le chemin de l'école

Infatigable, cette Marseillaise d'adoption sillonne la ville pour aider les minots déscolarisés les plus défavorisés à s'inscrire dans les écoles, collèges ou lycées. Et publie un livre pour enfants sur cette question, qui est présenté cette semaine. **P.5**



## LIGUE 1



## L'OM se fait croquer par les Lyonnais au Vélodrome

L'OM n'a pas résisté à l'OL qui l'a emporté 0 à 3. Une mauvaise opération pour les Marseillais toujours 2<sup>e</sup> mais qui perdent la moitié de leurs points d'avance. **P.25**

# La Marseillaise

[www.lamarseillaise.fr](http://www.lamarseillaise.fr)

« Celui qui combat peut perdre, celui qui ne combat pas a déjà perdu » Bertolt Brecht

Le journal  
le plus  
chanté  
de France

DES MILLIERS DE MANIFESTANTS DANS LE VAR ET LES BOUCHES-DU-RHÔNE

# Premier Mai : le troisième tour social lancé

De Marseille à Toulon en passant par Martigues, le même message : pas question de laisser faire Emmanuel Macron, la défense du progrès social passera aussi par les luttes. **P. 2 à 4**



## ÉDITORIAL

Mireille Roubaud

## Avertissement

● Aux quatre coins de la région comme un peu partout en France, cette journée de fête des travailleurs résonne comme un avertissement clair et sans équivoque : « pas de blanc-seing » à Emmanuel Macron. Le président réélu pour un second mandat face à la candidate d'extrême droite peut en être sûr : la bataille se mènera aussi dans la rue, si aucune inflexion de sa politique jusque-là libérale n'intervient. Et on peut craindre le pire quand Elisabeth Borne, actuelle ministre du Travail, dont le nom a circulé pour le poste de Premier ministre, se targuait sur les réseaux sociaux, pas plus tard que samedi, de l'augmentation du Smic de 72 euros en 1 an pour tenir compte de l'inflation. Alors que cette dernière est juste automatique...

## Défendre le progrès social

Tandis que les négociations en vue d'un accord pour les législatives entre les différentes composantes de la gauche étaient toujours en cours, des milliers de Français sont descendus dimanche dans la rue lui rappeler la base. Celle du slogan électoral du Front populaire : « pain, paix, liberté » mot d'ordre des syndicats. Pas question de lâcher sur les pensions, les salaires, les minima sociaux à l'heure où les prix flambent. Retraites, système de soin, écoles... Pas question de laisser détruire non plus des acquis sociaux conquis de haute lutte. Ni de laisser passer sur la qualité de services publics déjà largement attaqués, de l'Éducation nationale aux hôpitaux dont les personnels ont été en première ligne durant la crise sanitaire.

Pas question enfin de laisser tomber le progrès social vecteur de paix et d'espoir pour un monde plus solidaire.

## Premier Mai : après le



## À Marseille, on se mobilise aussi pour la paix entre les peuples

**Sur le pavé marseillais, des milliers de manifestants ont rappelé les principes de justice sociale et de paix.**

**E**l pueblo, unido jamás será vencido », scandent les manifestants. À Marseille dimanche, cette fête internationale pour les droits des travailleurs est restée festive mais surtout combative pour beaucoup de manifestants.

À peine sortis du second tour de l'élection présidentielle, qu'il est temps de reprendre la rue. Parmi les raisons de se mobiliser, l'intersyndicale CGT-Unsa-Solidaires-FSU-Unef avec trois syndicats lycéens, la Voie lycéenne, le mouvement national lycéen et la FIDL avait pointé la paix et la solidarité internationale, notamment envers les victimes de la guerre en

Ukraine, mais aussi celles des autres guerres et conflits, sans oublier les réfugiés.

Rencontrée au milieu de la foule, Martine, syndiquée à la CGT, manifeste donc en ce 1<sup>er</sup> Mai parce que : « L'heure est très grave. Il y a la guerre », avant d'expliquer les diverses répercussions politiques et économiques de cette guerre.

Au milieu des cortèges syndicaux et organisations politiques, Lili Nasser tient une banderole avec une de ses camarades, pour la libération de la Palestine, au nom du collectif Palestine 13, en compagnie de l'Union juive française pour la paix (UJFP). Sur la banderole, quatre cartes de la Palestine montrant la progression de la colonisation de l'État d'Israël. « Nous devons parler de la lutte exemplaire contre la colonisation et l'apartheid, dans une époque moderne, la plus sordide qui soit, en Palestine. Il est nécessaire de parler du Proche-

Orient lorsque l'on parle de paix. Les Palestiniens ne sont jamais entendus », explique Lili.

Pierre Stambul, l'un des porte-parole national de l'UJFP, ajoute : « À l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai, on n'oublie pas qu'il y a un peuple en lutte pour sa survie, en tant que société, le peuple palestinien. Nous, en tant que juifs, le crime se commet en notre nom... L'UJFP est une association antisioniste, anticolonialiste. »

### Les militants kurdes aussi dans le cortège

Hayri, tenant un drapeau de l'Union populaire, n'est pas la uniquement pour porter la voix de la France insoumise : « Je porte une écharpe kurde, parce que je suis originaire de Turquie. C'est pour affirmer l'unité de toutes ces luttes sociales, écologiques et culturellement de gauche, pour différents groupes de minorités opprimées. » Il n'est pas le seul dans cette manifés-

tation à apporter son soutien à la lutte kurde. Des militants, vêtus de chasubles verts, passent dans la manifestation de groupe en groupe afin de faire signer une pétition demandant la libération d'Abdullah Öcalan, leader du Parti des travailleurs du Kurdistan, emprisonné par la Turquie depuis 2008.

Partout en France et notamment à Marseille, des militants du Mouvement pour la Paix étaient aussi présents, pour « un monde de justice et de paix ». Ils rappelaient dans un communiqué leur « opposition résolue à toute forme de guerre. Hier en Irak, en Libye, au Mali, en Syrie, mais aussi au Yémen, en Éthiopie... comme aujourd'hui avec la dramatique agression en Ukraine. Quelle que soit la couleur des avions et des chars, ils tirent sur des populations innocentes, sur les enfants et les travailleurs et travailleuses ». Alice Terrier

# Les urnes, retour dans la rue

## À Martigues. Enseignants, hospitaliers, retraités pour des jours meilleurs



**Avant d'espérer se lancer dans de nouvelles conquêtes sociales, on défilait à Martigues pour sauver les droits collectifs menacés.**

**L**es jours meilleurs, on ira les chercher pour que les gens vivent mieux», prévient Jean-Paul, militant de la CGT au défilé du 1<sup>er</sup> Mai de Martigues qu'il anime au micro.

Retraité de l'audiovisuel depuis trois ans, il voit l'inflation à 4,5 % entamer le pouvoir d'achat. « Et à mon avis on sera à 5 ou 6 % à la fin de l'année, ça commence à faire mal sur un salaire ou une pension. Un coup c'est le Covid, un coup c'est la guerre. » Et c'est bien la préoccupation centrale pour beaucoup ici.

« Malheureusement, c'est un 1<sup>er</sup> Mai de crise et de colère », lance à la foule, Hervé Nedelec, secrétaire de l'union locale CGT. Le maire (PCF) Gaby Charroux et le député (PCF) Pierre Dharréville sont dans le défilé qui emmène plusieurs centaines de marcheurs jusqu'au théâtre de Verdure.

« Pour moi, c'est la journée internationale de lutte pour les droits des travailleurs et des travailleuses, contrairement à Pétain qui avait décrété que c'était la fête du travail », consi-



« Un 1<sup>er</sup> Mai de crise et de colère » pour Hervé Nedelec, secrétaire de l'union locale CGT. PHOTO D.C.

dère Sandrine, infirmière scolaire depuis 16 ans et pour qui il faut arrêter de penser qu'on est privilégié parce qu'on travaille dans l'Éducation nationale. « On a un ministre qui nous saborde comme ces prédécesseurs d'ailleurs. Il a fait de l'Éducation nationale sa bête noire, ce qui ouvre la porte à l'enseignement privé et dégrade les conditions des études des élèves aussi. » Sa crainte ? « Que l'on ait encore un ministre qui croit que l'Éducation nationale, c'est des personnes à mater, pas des moyens à mettre en œuvre. »

« Plus de personnes, plus de matériel, une meilleure organi-

sation de nos services de soins et le dégel du point d'indice. » C'est ce que réclame d'abord Laure, élue CGT à l'hôpital de Martigues. « Les personnels sont fatigués après le Covid et n'ont pas la possibilité de prendre leur repos et leurs vacances correctement. Les fermetures de lits continuent. L'hôpital public et les fonctions publiques sont attaqués », décrit-elle. Ce qui prime, c'est donc sauver les droits collectifs obtenus de haute lutte.

« Le 1<sup>er</sup> Mai, c'est une journée très importante », insiste Valérie Zika Dussol, secrétaire de la FSU Martigues, « et c'est d'autant plus important qu'on soit la

qu'il faut qu'on continue à se battre après l'élection présidentielle ». Elle pressent déjà qu'il va falloir manifester ses prochaines années, « faire des journées de grève pour éviter que l'école continue d'être attaquée comme ces cinq dernières années ».

### « Se redresser pour se battre »

Macron pour cinq ans encore. Passé « l'amertume », la posture est à la défensive. « Il faut à présent se redresser pour se battre et se serrer les coudes car le néolibéralisme va continuer à avancer comme un rouleau compresseur et notamment sur la fonction publique. » De réclamer l'abrogation de Parcoursup qui va « à l'encontre de la démocratisation de l'école », la défense des accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) : « Il faut qu'il y en ait plus et qu'ils aient un vrai statut, une vraie reconnaissance, un vrai salaire et une vraie formation, c'est une question de dignité. »

Voilà pourquoi pour Laure, il faut se mobiliser pour reconquérir « ce service public de l'éducation dont nous sommes si fiers ». « On va continuer à se battre pour une école égalitaire, démocratique et émancipatrice pour les élèves parce que le libéralisme s'imisce de plus en plus dans les écoles. » D.C.

Les manifestants marseillais unis aussi pour porter la voix de la paix dans le monde. PHOTO A.T.

## À Toulon. Pour l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux

**Plus de mille manifestants ont défilé dans l'unité dans le Port du Levant.**

**T**out augmente sauf les salaires, on est vraiment pris à la gorge», lâche Evelyne, postière en avance sur la place de la Liberté.

« La solution ? C'est le blocage des prix de produits de première nécessité et l'augmentation du Smic », déclare Christian militant syndical et politique.

Plus loin, Manon Magagnosc (CGT) pose que « la question des salaires est une vraie problématique pour les hospitaliers ». Et que forcément oui,



Sous un soleil estival, le cortège se met en route et défile sur le boulevard de Strasbourg. PHOTO T.T.

« 10 ans de gel du point d'indice, ça pèse ». Un manque d'attractivité de la profession qui n'est pas sans conséquences dans la pénurie de personnels et les fermetures de services et de lits.

« Il y a beaucoup de retraités qui ne sont qu'à 1 000 euros par mois et avec l'augmentation de l'eau, de l'énergie... ce n'est plus possible », souligne Brigitte Cheinet (CGT Retraités).

« Les fins de mois arrivent de plus en plus vite pour de plus en plus de personnes », confirme Cédric Turco (FSU) en mettant en avant l'urgence qu'il y a d'augmenter tous les salaires et les pensions.

« On est là aujourd'hui pour le rappeler fortement », martèle Olivier Masini, le secrétaire gé-

néral de la CGT du Var avec en ligne de mire « la construction d'une plateforme revendicative commune ».

« Les salariés ont de moins en moins d'argent pour vivre alors que ce sont eux qui font les richesses », déplore Pascal Brun (Solidaires).

Dans le cortège, Madeleine Brun (retraîtée) explique : « Aujourd'hui, on est là pour manifester notre colère mais j'espère sincèrement que toutes les forces de gauche vont trouver un terrain d'entente pour aller à l'essentiel, c'est-à-dire l'augmentation du Smic et des pensions. » Elle sait en tout cas qu'au-delà des législatives il y aura besoin de descendre dans la rue. **Thierry Turpin**

## L'ÉVÈNEMENT



### À AIX. Les travailleurs donnent de la voix

Retraites, emplois, préservation de la Sécurité sociale, des services publics... Le progrès social au cœur des revendications du cortège qui s'est élancé au départ du haut du cours Mirabeau pour descendre à la Rotonde avant d'aller jusqu'à la mairie. Là, François Canu est intervenu pour l'union locale CGT. Pas moins de 1 500 personnes se sont mobilisées selon l'union départementale CGT 13.

LM PHOTO L.P.



### À ARLES. Des manifestants solidaires et combattifs

Vente de muguet et défilé pour les quelque 400 travailleurs selon la CGT, qui ont investi dimanche la place de la République à l'appel de l'union locale CGT d'Arles, de la FSU d'Arles, de SUD Éducation Arles pour une manifestation interprofessionnelle, intergénérationnelle et revendicative. LM PHOTO DR



### À DRAGUIGNAN. Toute une journée revendicative et festive

La manifestation dracénoise partie de la sous-préfecture a rassemblé 200 personnes avant un barbecue revendicatif au jardin Angles. L'après-midi, la compagnie Furiosa a proposé un spectacle participatif sur le thème « mais qu'est-ce que c'est militer au XXI<sup>e</sup> siècle ? ». LM PHOTO DR



La fête des travailleurs a posé les bases d'un nouveau bras de fer social avec le président réélu. PHOTO AFP

## Les cortèges fournis partout en France

### MANIFESTATIONS

**Au lendemain de la présidentielle, les manifestants sont descendus en nombre dans la rue rappeler à Emmanuel Macron qu'ils ne lui donnaient pas de blanc-seing. Pas moins de 255 rassemblements étaient organisés dimanche dans tout le pays avec une participation en hausse par rapport à 2021.**

Plus d'une centaine de milliers de personnes ont défilé dimanche partout en France à l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai, une mobilisation en hausse dans un contexte très politique après la présidentielle. La mobilisation a été supérieure à celle de l'an dernier dans l'ensemble de la France, où la CGT a revendiqué 210 000 manifestants, contre 170 000 l'an dernier. Le ministère de l'Intérieur a fait état de 116 500 manifestants contre 106 650 en 2021.

Dans la capitale, la manifestation, entamée vers 14h30 place de la République, s'est dispersée place de la Nation peu après 18h. La CGT a revendiqué 50 000 manifestants, tandis qu'ils étaient 21 000 selon une comp-

tabilisation du cabinet Occurrence et 24 000 selon le ministère, qui en avait recensé 17 000 l'an dernier.

Si le gros des troupes, à l'appel de l'intersyndicale CGT-Unsa-FSU-Solidaires a pu défilé dans le calme à Paris, des tensions sont très vite apparues entre des manifestants très mobilisés vêtus de noir, détachés du cortège principal, et les forces

**« Une nouvelle mobilisation avant la rentrée parce que le niveau de mécontentement (...) est très fort »**

Philippe Martinez, secrétaire général CGT

de l'ordre. Ces incidents ont conduit le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, à dénoncer des « violences inacceptables » commises par des « casseurs ». Son cabinet a fait état de huit blessés parmi les policiers et gendarmes. Le ministre a annoncé 54 interpellations.

Les mots d'ordre syndicaux étaient la hausse des salaires, le maintien des services publics

et de la protection sociale, et une politique de transition écologique. La réforme des retraites était aussi l'un des points de crispation de cette journée, une semaine après la réélection d'Emmanuel Macron, a souligné le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, pour qui une nouvelle mobilisation est envisageable dès « avant la rentrée, parce que le niveau de mécontentement sur les retraites ou les salaires est très fort ». « Nous sommes opposés résolument (...) à toute forme de recul de l'âge de la retraite », a martelé de son côté le secrétaire général de FO, Yves Veyrier.

Ailleurs en France, des manifestations ont rassemblé 1 900 personnes à Bordeaux, 3 500 à Toulouse, 4 000 à Lyon, 1 500 à Strasbourg ou Saint-Étienne, 2 000 à Lille selon les chiffres de la police. Au total, 255 points de rassemblement étaient prévus dans le pays, selon la CGT.

La CFDT, premier syndicat de France, a fait sans surprise bande à part, en organisant un « 1<sup>er</sup> Mai engagé pour le climat » et pour des augmentations de salaire. « On cherche des mobilisations qui soient plus symboliques que de masse », a déclaré à la presse son secrétaire général Laurent Berger, lors d'un rassemblement « revendicatif et festif » organisé sur les rails désaffectés de la « Petite ceinture », dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

M.R. avec AFP

# PROVENCE

## Au volant avec Jane Bouvier, passionaria de l'école pour tous

### MARSEILLE

Depuis 10 ans, Jane Bouvier, fondatrice de l'association « L'école au présent », parcourt la ville en voiture de squats en bidonvilles et d'hôtels sociaux en parkings, à la rencontre des enfants pauvres et déscolarisés pour assurer leur admission dans des écoles ou collège. Elle vient de publier un livre pour enfants « Sabi et Tereza, la nuit du trésor » qu'elle présente demain mardi en présence du maire de Marseille, Benoît Payan.

Un collègue prévenu de l'absence temporaire de deux élèves albanais expulsés de leur squat et dormant désormais dans une voiture, l'inscription dans une primaire et une maternelle du centre-ville de Marseille de deux enfants bulgares ayant changé d'hôtel social, visites à une fa-

**« Je voulais être solidaire et l'accès à l'école me semblait fondamental »**

mille serbe aux Rosiers pour des papiers, dans un bidonville rom à la Valentine, mais aussi dans les hangars squattés de la rue Cazemajou, une chambre d'hôtel trouvée pour une famille serbe de sept personnes croisée près de la gare Saint-Charles et dormant dehors... Pour Jane Bouvier, la journée de vendredi a été semblable à celles qu'elle enchaîne depuis 10 ans au volant de sa voiture transformée en véritable bureau : une succession de miracles quotidiens.

C'est au volant de sa Volvo, traversant Marseille de part en part au gré des rendez-vous listés de la journée ou pris à l'oreillette d'un portable qui ne chôme jamais, que cette Anglaise installée à Marseille depuis 2003 incarne la mission de son association « L'école au présent » : être au plus près du



Anglaise, installée à Marseille depuis 2003, elle sillonne la ville pour accompagner les enfants.

PHOTOS DR

terrain pour accompagner les enfants les plus précaires et leur famille vers la scolarisation à laquelle ils ont droit de 3 à 16 ans.

Migrants, roms, réfugiés, sans-papiers, pour tous elle assure le lien avec les directeurs d'établissement, les enseignants et l'Éducation nationale, convainquant des parents qui ne l'ont souvent pas fréquentée de l'importance de l'école.

Soutenue par la Fondation de France et la Fondation abbé Pierre, elle remplit aussi les dossiers de gratuité cantine, finance sorties et voyages scolaires et accompagne enfants et familles dans leurs démarches de santé, de mise à jour des vaccinations et même d'état-civil, certains enfants n'ayant pas été déclarés ou bien sous un

faux nom à l'étranger. Une aide de la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (Dihal) lui a permis d'embaucher comme médiateurs scolaires trois parents dont elle a assuré le suivi par le passé.

« J'ai été très choquée en 2012 quand des habitants de la cité des Créneaux (15<sup>e</sup>) avaient incendié un camp rom. C'était tout simplement du racisme ! Je suis allée à la rencontre de ces familles qui avaient tout perdu et j'ai découvert que leurs enfants n'étaient pas scolarisés. Je voulais être solidaire et l'accès à l'école me semblait fondamental. Ça a commencé comme ça et c'est devenu ma vie », raconte cette psychologue-clinicienne qui a également enseigné dans les classes Ulis (Unités localisées pour l'inclusion scolaire). « Je

n'assure pas seulement l'inscription mais aussi le suivi de ces enfants tout au long de leur scolarité, sans compter les séances chez les orthophonistes, les lunettes... J'interviens dans une quarantaine de lieux à Marseille : des bidonvilles, des squats, des copropriétés dégradées, des hôtels sociaux, des parkings ou même dans la rue... L'association a ainsi accompagné près de 1 000 enfants vers l'école. »

Aux Rosiers, où elle a scolarisé 60 enfants, un petit groupe se forme très rapidement autour de sa voiture dont le coffre débordé en permanence de cartables offerts par la Fondation OM et de fournitures scolaires qu'elle distribue au gré des demandes d'enfants lors de ses déplacements dans les écoles et collèges ou de familles qu'elle suit

**« Je veux aider à ce que les regards sur eux changent »**

et qui l'interpellent dans la rue. Dans le camp rom de la Valentine où une de ses protégées se construit une cabane de bois, elle se félicite du soutien scolaire mis en place en lien avec le centre social. Dans les insalubres hangars squattés de la rue Cazemajou, Jane Bouvier assiste une famille roumaine qui vient d'arriver d'Espagne. Les deux enfants sont à inscrire dans les écoles du quartier.

« Jane fait un très bon travail et nous aide beaucoup », confirme assis sur une chaise de fortune un des parents installé dans ce hangar rempli de pneus où s'entassent des dizaines de personnes pendant qu'un petit rat passe à côté de son jeune enfant.

À la Timone, elle vient récupérer en voiture devant un hôtel social une mère et ses deux enfants. L'aîné va être inscrit dans l'école des Convalescents qui relève de l'éducation prioritaire. « Le travail de Jane est extraordinaire », y souligne une enseignante. « C'est une facilitatrice, sans elle ces enfants n'auraient jamais mis les pieds à l'école. »

De son expérience de terrain, Jane Bouvier a tiré un livre jeunesse qui présente la vie au camp et à l'école de deux jeunes roms marseillais, *Sabi et Tereza, la nuit du trésor*, illustré par Diane Morel et publié par les éditions La Pimpante. Elle le présentera mardi en présence du maire de Marseille, Benoît Payan. Des fiches pédagogiques conçues spécialement permettront d'en faire un support de cours sur la thématique des enfants roms pour les classes de primaire. « Dans ce livre joyeux et pas larmoyant, je voulais raconter les vraies conditions de vie de ces enfants en 2022 », conclut-elle. « Je veux aider à ce que les regards sur eux changent autant chez les enfants que chez les adultes. Se battre pour que les plus pauvres et les plus discriminés soient reconnus et accueillis est un vrai combat politique. Il faut que l'Éducation nationale s'adapte mieux à la situation réelle de ces enfants qui ne rentrent dans aucune case administrative. »

LM